



avocats
barristers

S.E.N.C.R.L.
L.L.P.
Roy Paradis Gosselin Lafrenière



LOLA C. ERIC (OU LE MARIAGE VS L'UNION DE FAIT) ET LES AVANTAGES DU CONTRAT DE VIE COMMUNE

La cause Lola et Éric sera entendue par la Cour Suprême du Canada le 18 janvier 2012. La décision dans ce dossier aura une importance capitale pour le Québec car elle risque d'affecter une grande partie de la population qui y vit en union libre.

En première instance, Lola a été mise KO et avait perdu son combat, sa demande de pension alimentaire à l'égard de son conjoint de fait ayant été rejetée de façon non équivoque.

Mais, devant la Cour d'appel du Québec et la Cour suprême du Canada...

Devant la Cour d'appel du Québec, Lola a remporté le combat revanche par décision unanime des juges, lesquels ont statué que les dispositions du Code civil du Québec étaient discriminatoires envers les conjoints de fait.

Maintenant dans le ring de la Cour suprême du Canada, la décision des juges dans ce dossier aura un impact sur toutes les unions de fait au Québec, la seule province canadienne qui refuse au conjoint de fait le droit de réclamer une pension alimentaire pour lui-même.

Que dit le Code civil du Québec?

Malgré les préjugés tenaces et malgré l'existence de plusieurs lois particulières à caractère social donnant des effets au concubinage, le Code civil du Québec ne prévoit pratiquement aucun droit ou obligation découlant de l'union de fait.

Fausse est donc la rumeur populaire à l'effet qu'après trois ans de concubinage au Québec, les conjoints sont considérés comme mariés.

La position du Québec devant la Cour suprême est la suivante : on réclame le respect de la législation québécoise concernant les conjoints de fait et la liberté de choix.

Évidemment, la liberté a un prix et il faut être conscient qu'à compter du moment où l'État ne régleme pas l'union de fait, certaines difficultés peuvent survenir. En effet, contrairement aux gens mariés qui sont protégés par les règles édictées au Code civil concernant le patrimoine familial et le régime matrimonial, les conjoints de fait ne sont pas protégés. L'union de fait est un statut précaire qui ne crée aucun droit.

Donc, lorsque la séparation arrive, les problèmes peuvent se pointer.

La solution : le contrat de vie commune.

La solution à ces problèmes est le contrat de vie commune.

Ce contrat connaît une faible popularité. Le conjoint n'ose pas en parler à son partenaire craignant une réaction négative. Rares sont donc ceux qui rédigent des contrats de vie commune.

Pourtant, les avantages de ce contrat sont indéniables car il pallie à l'absence de dispositions dans le Code civil du Québec.

Qu'est-ce que le contrat de vie commune?

Comme son nom l'indique, il s'agit d'un contrat où l'on prévoit les droits et obligations de chacune des parties pendant et après la vie commune.

On peut diviser ces contrats en deux catégories, les contrats de nature communautaire et les contrats de nature séparatiste.

Par exemple, on peut y prévoir que les biens acquis avant la vie commune seront propres à chacun des conjoints et non partageables. On peut également y prévoir que les biens acquis après la vie commune seront communs aux conjoints ou au contraire, demeureront la propriété unique de celui qui les a acquis.

Enfin, on peut y insérer des clauses traitant des sujets suivants :

- les responsabilités financières
- les responsabilités ménagères
- la pension alimentaire
- la procuration
- les donations

Avec ce genre de contrat, pas besoin d'être mariés pour être protégés.

Nous pouvons vous aider...

Chez RPGL, on peut vous aider dans la rédaction et la signature d'un contrat de vie commune qui vous protégera en tant que conjoint de fait.

RPGL, notre passion, vos solutions.



Me Roger Paradis
RPGL avocats
819-561-1042 p. 217
rparadis@rpgl.ca

Dans ce document, le genre masculin est utilisé comme générique, dans le seul but de ne pas alourdir le texte.

La présente capsule n'est fournie qu'à titre informatif et ne constitue pas un avis juridique ou une opinion de quelque nature que ce soit. Vous êtes prié d'obtenir un avis juridique précis auprès des membres du cabinet (ou de votre propre conseiller juridique) avant de prendre une décision ou une mesure quelconque.

Tous droits réservés RPGL avocats, s.e.n.c.r.l.

JOYEUSES FÊTES ET BONNE ANNÉE!



Une autre année vient de se terminer. Nous espérons qu'elle fût merveilleuse, remplie de bonheur, de surprises et d'amour pour tous.

À l'occasion du temps des fêtes, profitez-en pour passer d'agréables moments avec vos familles et amis. Profitez des rires, des câlins, des petites attentions et de la magie que cette fête peut si bien apporter. Prenez le temps de dire merci à tous ceux qui ont contribué à votre bonheur et à votre succès cette année.

Nous tenons personnellement à vous offrir nos meilleurs vœux de bonheur, de paix, de santé et d'amour pour la nouvelle année. Que tous vos souhaits les plus chers se réalisent avec succès.

Joyeuses Fêtes et Bonne Année!

L'équipe de RPGL Avocats



DEMANDEZ EN LIGNE UNE
CONSULTATION
DÈS MAINTENANT!

VISITEZ LE WWW.RPGL.CA



ABONNEZ-VOUS ET RECEVEZ NOS
CAPSULES
JURIDIQUES
À TOUS LES MOIS! RPGL AVOCATS
VOUS OFFRE PLUSIEURS CONSEILS
PRATIQUES.

VISITEZ LE WWW.RPGL.CA